

Interview du Général Faly Rabetrano « Les interventions existent toujours au Bianco »

L'Express – 08/01/11



Le directeur général du Bureau indépendant de lutte anti-corruption (Bianco) décrit le contexte difficile que vit l'organe qu'il dirige, pour lutter contre ce fléau, mais également son espoir pour l'avenir. Déclaration de patrimoine, bois de rose, attitude des militaires durant la crise... Tout a été dit.

• Comment va le Bianco ?

Il est toujours là, debout. Nous avons commencé la mise en place des structures au niveau national depuis 2004 et cela a continué jusqu'en 2008. Mais la crise de 2009 est passée par là. Nous en avons été frappés de plein fouet et avons été coupés dans notre élan. Les financements extérieurs, qui représentent 45% de notre budget, ont été suspendus.

• Quelles sont les conséquences de la crise sur le fonctionnement du Bianco ?

Jusqu'en septembre 2009, nous avons encore pu nous organiser avec le reliquat d'un fonds norvégien de l'année précédente. Depuis, nous fonctionnons avec le budget prévu par l'État. C'est insuffisant pour assurer pleinement notre mission. Nous rencontrons des difficultés à couvrir géographiquement le pays. Certes, nous sommes présents au niveau national, mais notre champ de travail se limite aux grandes villes à cause du manque de moyens. Nous sommes obligés de concentrer nos efforts dans les grandes agglomérations, afin d'assurer notre visibilité. La direction générale et le bureau pour la province d'Antananarivo auquel est attachée la région du Menabe, sont composés de 85 personnes, dont 50 affectées aux opérations. Par ailleurs, quinze personnes seulement sont présentes dans chaque bureau provincial.

• Est-ce que cela peut expliquer la baisse du nombre des doléances reçues en 2010 par rapport à l'année précédente ?

Je pense que oui. Le nombre de doléances que nous avons reçues a chuté de 5 800 à 3 800. Les zones rurales sont quelque peu délaissées.

• Avez-vous demandé un effort supplémentaire au gouvernement pour pallier cette carence ?

Exact. Mais il se peut que le gouvernement ait fait de son mieux mais ne pouvait peut-être nous octroyer une rallonge. Il ne faut pas oublier que le Bianco représente l'un des plus gros budgets des institutions rattachées à la Présidence.

• Cela veut-il dire que le gouvernement n'accorde pas la priorité à la lutte anti-corruption ?

Le régime accorde de l'importance à la lutte contre la corruption mais, comme je vous l'ai dit, il a peut-être une marge de manœuvre étroite pour se permettre de satisfaire nos besoins. Nous avons également mené

un lobbying auprès de nos partenaires techniques et financiers. Nous leur avons expliqué l'importance de la lutte contre la corruption, et que celle-ci devrait faire partie des aides humanitaires et ne devrait pas être suspendue. D'ailleurs, c'est le peuple qui est victime du fléau. Malheureusement, les responsables qui se trouvent ici ne sont pas des décideurs. Mais ils sont conscients de la situation et n'attendent que l'évolution de la situation pour reprendre la collaboration. C'est, entre autres, pour cela que nous sommes optimistes pour 2011

• Sept membres du gouvernement seulement ont rempli leur déclaration de patrimoine, pourtant obligatoire. Pourquoi ?

Depuis 2004, la culture de la déclaration de patrimoine ne semble pas encore entrée dans nos mœurs. Nous avons mené une campagne de sensibilisation auprès de l'Exécutif. Nous avons rencontré le président de la Haute autorité de la transition (HAT) et nous lui avons demandé la possibilité d'organiser une séance d'information pendant un conseil du gouvernement. Nous avons pu expliquer les tenants et aboutissants de notre mission et l'enjeu de la lutte contre la corruption. Nous avons insisté sur l'importance du modèle donné par les premiers responsables auprès de l'opinion. Nous avons indiqué qu'au nom de la bonne gouvernance et de la transparence, l'appui à la lutte contre ce fléau pourrait contribuer à l'obtention de la reconnaissance internationale. Nous avons distribué aux ministres les formulaires de la déclaration de patrimoine. Voilà le résultat. Il vous appartient de le commenter...

• N'êtes-vous pas en train de donner l'impression de ne pas toucher aux « gros poissons » ?

Techniquement, nous traitons sur un pied d'égalité toute personne ayant fait l'objet d'une doléance que nous avons reçue. Certes, les interventions existent toujours, mais cela ne nous empêche pas de boucler tous les dossiers en notre possession. Nous sommes conscients que les médias souhaitent connaître l'avancement des enquêtes, surtout si les dossiers touchent des personnalités connues. Mais nous avons l'obligation d'une non-divulgaration des informations en notre possession.

• Que répondez-vous au rapport de l'ONG International Crisis Group (ICG), faisant état d'un « nouvel essor de la corruption » (*) ?

Nous arrivons à traiter tous les dossiers entachés de soupçon de corruption ou fait assimilé qui passent entre nos mains. Dans notre démarche, nous privilégions le traitement des doléances qui nous sont parvenues.

• Le Bianco est pourtant habilité à s'autosaisir, non ?

C'est vrai. Mais nous ne le faisons pas, faute de moyens. Comment pouvons-nous chercher ailleurs, alors que nous avons un défi à relever pour assurer le traitement des doléances adressées au Bianco ? Par ailleurs, le fait d'activer cette possibilité pourrait susciter la polémique sur le choix des personnes enquêtées. Cela pourrait se retourner contre nous. Nous risquons, à ce moment-là, d'être taxés d'instrumentalisés.

• Vous ne vous sentez pas frustrés, face à l'accroissement du soupçon d'enrichissement illicite actuel ?

Vous avez répondu vous-même à la question. De toute façon, on ne peut pas toujours être totalement satisfait de son travail. Il ne faut quand même pas oublier que, parallèlement aux investigations, nous privilégions les deux autres volets de notre mission, à savoir l'éducation et la prévention. C'est pourquoi, nous persévérons à couvrir, autant que faire se peut, le maximum du territoire pour dissuader ceux qui sont tentés de commettre une infraction, et encourager les gens à dénoncer certaines pratiques.

• La contribution du Bianco au trafic du bois de rose semble imperceptible...

Il faut rappeler que le trafic du bois de rose ne date pas d'aujourd'hui. Cela ne nous a pas empêchés d'ouvrir une enquête à Sambava en avril 2009. Mais une décision du gouvernement avait été prise pour nous dessaisir du dossier de bois de rose qui est, entre temps, confié à une structure interministérielle qu'est le « task-force ». À partir de là, notre tâche s'est limitée au collecte des renseignements. Puis, il ne nous appartient pas de commenter les résultats de cette politique. À partir du mois de juin 2010, le gouvernement était revenu à l'attribution normale des tâches. Pour notre cas, nous ne sommes pas impliqués d'une manière directe dans l'enquête relative au trafic en soi. Mais nous sommes présents dans le traitement des cas de corruption à l'intérieur du trafic. Des investigations sont maintenant menées à Toamasina et à Mahajanga.

• Où en est-on avec la plainte du ministère de l'Aménagement du territoire et de la décentralisation contre la Commune d'Antananarivo sur la construction de bâtiment à Soarano ?

Nous poursuivons notre enquête, mais à l'heure où nous parlons, nous n'avons encore trouvé de trace de corruption. Entre-temps, les parties concernées par l'affaire semblent avoir trouvé un moyen pour régler le problème.

• À votre avis, peut-on parler de corruption lorsque le lieutenant-colonel Charles Andrianasoavina affirme avoir reçu une somme d'argent durant la crise en 2009 ?

Cela pourrait être classé parmi les faits assimilés à la corruption. Comme l'affaire est déjà entre les mains de la Justice, il appartient au juge de qualifier l'acte.

• À votre niveau, avez-vous, personnellement, bénéficié d'une enveloppe ? ()**

Nous avons reçu une ligne de financement, mais elle avait uniquement servi au maintien de l'ordre. Donc, je n'ai pas personnellement reçu de l'argent. En tant que responsable de l'Emmo/Far, ma mission est de maintenir l'ordre. Il y a une structure et des responsables pour s'occuper de la distribution du fonds aux éléments sur le terrain.

• Entre-temps, vous avez eu une réunion avec Andry Rajoelina, pourtant annoncé comme faisant l'objet d'un mandat d'arrêt...

Je ne pense pas qu'il y ait eu un mandat d'arrêt contre lui à ce moment-là. Je réponds par le négatif si vous insinuez par là que j'ai basculé dans le camp Rajoelina. Une série de pillages avaient eu lieu les 26 et 27 janvier et cela aurait pu continuer. Sur le terrain, il n'y avait plus d'autorité. En tant que militaire, est-ce qu'on peut tirer à tout-va sur une foule qui conteste l'autorité ? C'est pourquoi, nous avons eu une réunion avec Andry Rajoelina, maire d'Antananarivo, pour rétablir l'autorité. Il fallait ensuite rétablir l'ordre. Ce n'est qu'après que la situation s'est améliorée et nous avons pu mener l'assainissement.

(*) Rapport Afrique N°166 – 18 novembre 2010 de l'International Crisis Group (ICG).

(**) Le général Faly Rabetrano avait été le commandant de la circonscription régionale de la gendarmerie à Analamanga, au moment du bras de fer entre Andry Rajoelina, maire d'Antananarivo, et Marc Ravalomanana, encore président. Mais il avait tenu une réunion avec le premier, le 28 janvier, pour discuter du rétablissement de l'ordre. Puis, il avait été limogé le 5 février par l'ancien chef de l'État.

Propos recueillis par Iloniaina Alain

Source : <http://www.lexpressmada.com/interview-du-general-faly-rabetrano-madagascar/19810--les-interventions-existent-toujours-au-bianco-.html>